CONFERENCE DU DESARMEMENT

CD/PV.781
27 janvier 1998

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGT-UNIEME SEANCE PLENIERE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 27 janvier 1998, à 10 heures

Président : M. Norberg (Suède)

GE.97-60323 (F)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 781ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Est inscrit sur la liste des orateurs pour aujourd'hui le représentant du Bangladesh, l'ambassadeur Chowdhury, auquel je donne à présent la parole.

M. CHOWDHURY (Bangladesh) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation vous adresse ses vives félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence, qui nous réjouit non seulement parce que vous représentez la Suède, pays avec lequel le Bangladesh entretient des liens très étroits, mais aussi parce que vous avez déclaré d'emblée être convaincu qu'après une année de "réflexion", il fallait maintenant agir. Soyez assuré de toute notre coopération.

Il convient aussi de rendre hommage à votre prédécesseur, M. Bernard Goonetillike, ambassadeur de Sri Lanka. Ma délégation, qui représente elle aussi un pays de l'Asie du Sud, tire une certaine fierté du zèle et de la persévérance dont il a fait preuve. De même, il faut saluer le concours constant du Secrétaire général de la Conférence, M. Vladimir Petrovsky, et de son adjoint, M. Abdelkader Bensmail. La présente session voit de nouveaux venus parmi nous. Nous leur souhaitons une chaleureuse bienvenue. A n'en pas douter, ils apporteront un sang neuf à nos délibérations.

A la fin de l'année dernière, l'ambassadeur de l'Indonésie, M. Agus Tarmidzi, a appelé avec la dernière énergie à l'adoption d'une démarche éclairée. Il convient d'en tenir compte. La délégation bangladeshi se félicite de ce que la Conférence ait bien commencé l'année. En effet, l'Afrique du Sud a proposé d'établir un comité spécial sur le désarmement nucléaire et a présenté en même temps un projet de mandat. A nouveau, l'ambassadeur Selebi s'est efforcé de trancher un noeud gordien. Ceux qui, parmi nous, ont l'habitude de travailler en étroite collaboration avec lui admirent la faculté remarquable qu'il a d'éclairer nos pas lorsque nous n'y voyons plus clair. Les appuis à cette initiative ont afflué. Il est significatif qu'ils proviennent de toutes les régions et de tous les groupes. Ma délégation y voit un bon signe. Nous croyons que, lorsqu'une idée a de la valeur, elle devrait être étudiée sans a priori. Cette souplesse est absolument nécessaire pour que la Conférence progresse. Il n'y a pas d'entente sans esprit de conciliation.

Le Bangladesh a toujours estimé que le désarmement nucléaire occupait une place centrale parmi les objectifs que la Conférence cherchait à réaliser dans la voie vers un désarmement général et complet. Il existe deux positions extrêmes sur la question du désarmement nucléaire : selon l'une, il vaut mieux agir dans un cadre bilatéral ou plurilatéral pour renforcer la sécurité par une réduction des armements; selon l'autre, il est préférable de négocier tous ensemble plutôt qu'à deux ou à plusieurs de telles réductions. La solution idéale se situe entre ces deux extrêmes. Le défi intellectuel auquel nous sommes confrontés consiste précisément à trouver cette solution. Ma délégation comprend ces deux positions.

Certes, le sentiment dominant est que la dissuasion nucléaire a bien fonctionné. Maintenant, les acteurs principaux doivent s'attacher à régler le problème de la réduction des armements dans le cadre de ses paramètres théoriques. L'enjeu est trop important pour tenter d'autres solutions.

(M. Chowdhury, Bangladesh)

Or nous savons que, tant qu'il y aura des armes nucléaires, le spectre d'une rupture de la dissuasion nous hantera. Ce n'est pas tout : leur existence pousse à fabriquer des armes plus perfectionnées et, par conséquent, plus précises, ce qui incite d'autant plus à les utiliser. S'opposant à cela, ceux qui possèdent des armes nucléaires souhaitent, dans un souci de simplification, limiter la participation aux négociations sur leur réduction, c'est-à-dire en exclure surtout ceux qui ne sont pas dotés de telles armes. Nous n'en sommes pas moins conscients que la menace nucléaire est présente. Ceux qui ont la capacité effective ou potentielle de fabriquer des armes nucléaires sont plus nombreux que ceux qui en possèdent aujourd'hui. A notre sens, pour parvenir à un véritable désarmement, il faut non seulement réduire la quantité d'armes, mais aussi réduire la capacité qu'ont les pays d'en fabriquer. En faisant de la possession d'armes nucléaires le critère de participation à des négociations aussi cruciales, on risque d'encourager l'acquisition de potentiels nucléaires. Cela aurait à tout le moins un effet déstabilisateur et les conséquences pourraient en être effroyables.

Nous sommes d'avis qu'il ne faut pas chercher à écarter les travaux entrepris ailleurs dans un but louable, mais les conforter. L'un des axiomes de la politique est qu'à participation accrue, on peut compter sur un soutien accru. Nous convenons, avec Anne Anderson, ambassadrice de l'Irlande, qu'à un moment ou à un autre la Conférence du désarmement devrait être associée aux négociations sur le désarmement nucléaire. Le plus tôt serait peut-être le mieux.

En ce qui concerne le désarmement aussi bien mondial que régional, l'engagement du Bangladesh ne prête pas à équivoque. Il est total. Nous considérons que le désarmement fait partie intégrante de nos priorités en matière de développement. A l'époque moderne, mon pays n'a pour ainsi dire porté les armes que dans sa lutte pour l'indépendance ou sous la bannière des Nations Unies. Notre potentiel militaire nous vaut d'être maintenant sollicités pour participer aux opérations internationales de maintien de la paix dans lesquelles, comme vous le savez, nous jouons un rôle clé. Nos préoccupations en matière de désarmement se manifestent également dans notre politique intérieure. Le mois dernier encore, le gouvernement a conclu un accord mettant fin à 20 ans d'insurrection dans les montagnes entourant Chittagong, dans le sud-est du pays. Aux termes de cet accord historique, les belligérants vont déposer les armes et les mettre hors service. Si cet accord a abouti, c'est parce que nous étions résolus, comme dit le proverbe, à forger des socs dans le fer des glaives.

Le Bangladesh a démontré qu'il était disposé à participer à la réalisation, à tous les stades, de ce qui lui paraît être un objectif inéluctable, à savoir l'élimination totale des armes nucléaires. C'est pourquoi le pays est partie au TNP et signataire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Maintenant que ce traité existe, il serait logique que la Conférence du désarmement se penche sur la question du désarmement nucléaire. C'est là le message le plus clair que l'Assemblée générale des Nations Unies ait adressé à la Conférence.

La force de la proposition sud-africaine réside dans le fait que l'on n'a pas voulu qu'elle soit trop spécifique. Sa portée pourrait être adaptée de façon à tenir compte des aspirations de chacun. On pourrait élaborer un accord

(M. Chowdhury, Bangladesh)

multilatéral universel et juridiquement contraignant, en vue de l'élimination totale des armes nucléaires. De même, une convention interdisant la production de matières fissiles de qualité militaire pourrait être envisagée. Le Comité spécial qu'il a été proposé de créer pourrait préciser la teneur de son mandat, en particulier les mécanismes qui lui semblent appropriés pour mener concrètement les négociations. De plus, en examinant tous les aspects du désarmement nucléaire dans le cadre d'un seul comité, la Conférence aura la certitude que l'ensemble des composantes de la question du désarmement nucléaire seront abordées globalement, sans exclusion. Dans ce large cadre et maintenant que le Traité d'interdiction complète des essais a été adopté, nous serons en mesure d'effectuer un premier pas en avant, quel qu'il soit. Nous estimons que c'est là le seul moyen de mieux convaincre la communauté internationale que la Conférence du désarmement a sa raison d'être à l'époque actuelle et qu'elle est capable de jouer un rôle utile et fondamental.

Entre l'âge néolithique et l'ère nucléaire, l'humanité a parcouru un long chemin. Paradoxalement, l'espèce la plus civilisée a fait plus que toute autre pour tenter d'éliminer ses semblables. La venue du nouveau millénaire devrait marquer un tournant. Notre intelligence devrait servir à une cause plus noble, constructive et non destructive. Nous estimons que la Conférence du désarmement a là un rôle à jouer. Comme le disait Lord Tennyson, de toutes les tentatives humaines, il faut "faire l'effort, chercher, trouver et ne jamais renoncer".

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Bangladesh de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard. La liste des orateurs est épuisée. D'autres délégations souhaitent-elles prendre la parole ?

Puisque ce n'est pas le cas, je vais maintenant soumettre à la Conférence, pour décision, les demandes de participation à ses travaux en qualité d'observateur que lui ont adressées Maurice et la Jamahiriya arabe libyenne. Ces demandes sont contenues dans le document CD/WP.493 qui a été communiqué aux délégations. Puis-je considérer que la Conférence fait droit à ces demandes ?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Nos travaux sont achevés pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Ce ne semble pas être le cas.

Je vous rappelle qu'il n'y aura pas de séance de la Conférence jeudi prochain 29 janvier en raison de la fête musulmane. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra donc le mardi 3 février 1998 à 10 heures.

Avant de lever la séance plénière, je vous informe que je tiendrai dans cette même salle, dans 15 minutes, des consultations officieuses sur le point 1 de l'ordre du jour intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

La séance est levée à 10 h 25.